

N° DP 25/531

DECISION DU PRESIDENT

ACQUISTION D'UNE EMPRISE FONCIERE SISE A TOULON BOULEVARD JACQUEMIN CADASTREE SECTION DE N°265

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU l'article L.141-3 du Code de la Voirie Routière,

VU les articles L.1311-9 et L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales imposant aux collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics, de délibérer, sur les opérations concernées, au vu de l'avis de l'autorité compétente de l'État,

VU le décret n°2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/075 du Conseil Métropolitain du 4 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du Conseil Métropolitain du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau de Toulon Provence Méditerranée,

VU les décisions du Bureau Métropolitain n°24/30 du 22 janvier 2024 et n°24/647 du 25 novembre 2024,

VU les courriers de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en date du 23 janvier 2023 et 1^{er} mars 2023,

VU l'accord de l'ASL LA VALBOURDINE,

VU le document modificatif du parcellaire cadastral réalisé par le cabinet de géomètre GEOSAT,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée a sollicité l'ASL LA VALBOURDINE représentée par son Président M. BRUN afin d'acquérir une portion de la parcelle appartenant à cette ASL sise boulevard Jacquemin cadastrée section DE n°265 afin de sécuriser le local vannes du réseau d'eau potable ainsi que la conduite d'eau potable qui transite sur la parcelle DE n°265,

CONSIDERANT que l'acquisition de cette portion de parcelle à l'euro symbolique permettra de réaliser des travaux de sécurisation du local (pose d'une clôture) ainsi que des travaux de terrassement sur la conduite d'eau potable qui transite par cette portion de la parcelle cadastrée section DE n°265,

CONSIDERANT que l'ASL la VALBOURDINE qui a acquis cette parcelle à l'issue d'un acte notarié de notoriété acquisitive établi par la SCP MASSIANI ROQUEBERT notaires associés à Ollioules (83190), a donné son accord pour la cession d'une portion de leur parcelle cadastrée section DE n°265,

CONSIDERANT que cette acquisition est inférieure au seuil de saisine et de consultation du pôle d'évaluation domanial,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ACQUERIR à l'euro symbolique (1€) une portion de 314 m² de la parcelle sise sur la commune de Toulon (83000) boulevard Jacquemin cadastrée section DE n°265 appartenant à l'ASL LA VALBOURDINE représentée son Président M. BRUN.

ARTICLE 2

DE DIRE qu'un document modificatif du parcellaire cadastral numérottera la parcelle de 314m² acquise par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 3

DE DIRE que tous les frais d'acte seront pris en charge par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 4

DE DESIGNER Maître Gabriel ROQUEBERT notaire à Ollioules (83190) à l'effet d'établir l'acte notarié officialisant l'acquisition par la Métropole Toulon Provence Méditerranée de la portion de 314m² de la parcelle sise boulevard Jacquemin à Toulon (83000) cadastrée section DE n°265 appartenant à l'ASL LA VALBOURDINE.

ARTICLE 5

D'ETABLIR ET DE SIGNER tous les actes permettant d'acquérir la portion de la parcelle cadastrée section DE n°265.

ARTICLE 6

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget annexe EAU, opération 40012, article 2115 - Service FONCIER.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **14 MAI 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20240122-lmc1315912-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 23 janvier 2024
Date d'affichage : 24/01/2024

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 22 JANVIER 2024**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	0

OBJET DE LA DECISION

N° 24/30

**PRISE EN CHARGE DES
FRAIS D'ACTE NOTARIE
CONCERNANT L'ACTE DE
NOTORIETE ACQUISITIVE DE
LA PARCELLE CADASTREE
SECTION DE N°265 SISE A
TOULON AU PROFIT DE
L'ASL LA VALBOURDINE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.



DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/30

BUREAU DU 22 JANVIER 2024

**O B J E T : PRISE EN CHARGE DES FRAIS D'ACTE NOTARIE
CONCERNANT L'ACTE DE NOTORIÉTÉ ACQUISITIVE
DE LA PARCELLE CADASTRÉE SECTION DE N°265
SISE A TOULON AU PROFIT DE L'ASL LA
VALBOURDINE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/075 en date du 4 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/078 en date du 4 mai 2023 portant délégation au Président et au Bureau,

VU les courriers de la Métropole Toulon Provence Méditerranée adressés à la SARL La Valbourdine en date du 24 janvier et 1er mars 2023,

VU l'accord de l'ASL du lotissement La Valbourdine en date du 16 avril 2021,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée souhaite réaliser des travaux de sécurisation du bâtiment dépendant de l'eau potable ainsi que la conduite d'eau potable qui transite sur une portion de la parcelle sise sur la commune de Toulon chemin du Fort Rouge et boulevard Jacquemin et cadastrée section DE n°265,

CONSIDERANT dans le cadre de son assemblée générale, en date du 16 avril 2021, l'ASL LA VALBOURDINE a émis un avis favorable concernant la cession à l'euro symbolique du terrain servant d'assiette au bâtiment et à la conduite d'eau potable,

CONSIDERANT que malgré de multiples relances par voie postale, la SARL LA VALBOURDINE gérée par M MEYER Jean-Pierre toujours propriétaire de la parcelle cadastrée section DE n°265, n'a jamais répondu à la Métropole Toulon Provence Méditerranée concernant le projet de cession envisagé,

CONSIDERANT que l'ASL LA VALBOURDINE occupe et entretient depuis plus de trente ans la parcelle cadastrée section DE n°265 et agit et se comporte comme propriétaire de cette parcelle,

CONSIDERANT qu'afin de régulariser cette situation il est nécessaire qu'un acte notarié de notoriété acquisitive au bénéfice de l'ASL LA VALBOURDINE soit établi,

CONSIDERANT que les frais de cet acte de notoriété acquisitive s'élèvent à neuf cent cinquante euros (950€),

CONSIDERANT que compte tenu de l'intérêt public pour la Métropole de régulariser la situation, il est proposé que ces frais soient pris en charge par Toulon Provence Méditerranée,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER la prise en charge des frais d'acte notarié établi par la SCP ROQUEBERT MASSIANI à Ollioules concernant l'acte de notoriété acquisitive de la parcelle cadastrée section DE n°265 sise à Toulon chemin du Fort Rouge et boulevard Jacquemin au profit de l'ASL LA VALBOURDINE et qui s'élève à neuf cent cinquante euros (950€).

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président d'une part, à faire et signer tous les actes relatifs à cet acte de notoriété acquisitive, d'autre part, à payer tous les frais liés à cet acte de notoriété acquisitive.

ARTICLE 4

DE DIRE que les frais seront supportés sur le budget annexe Eau, opération 40012, article 2088, service FONCIER.

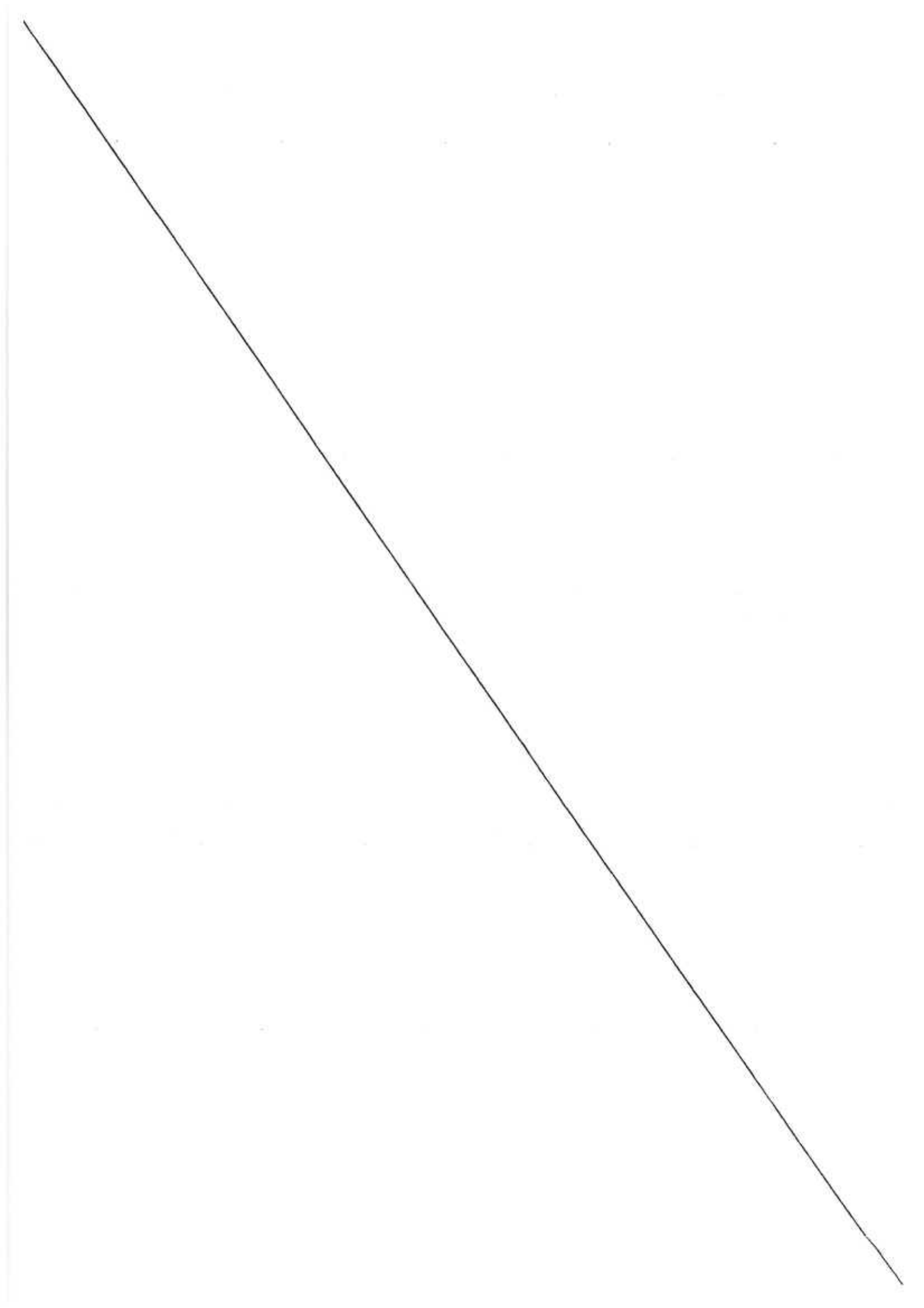
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 22 janvier 2024

Jean-Pierre GIRAN
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR 16
CONTRE 0
ABSTENTION 0





Cabinet MERLE

EURL au capital de 7622.45 €

Administrateur de Biens

Syndic de Copropriétés

Tél. : 04 94 91 67 39

Fax : 04 94 91 69 70

1, rue Hippolyte Duprat

83000 Toulon

BUREAUX OUVERTS DE 8H30 A 12H ET SUR R/V L'APRES MIDI AINSI QUE LE MERCREDI

PROCES VERBAL D'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN et le 16 AVRIL s'est tenue L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE de l'ASL LA VALBOURDINE CHEMIN DU FORT ROUGE à TOULON 83200 et ce, dans les bureaux du syndic le CABINET MERLE à TOULON (83000) 1 rue Duprat.

L'ASSEMBLEE GENERALE EST TENUE HORS PRESENCE PHYSIQUE DES COPROPRIETAIRES

ETAIENT PRESENTS ET REPRESENTES :

BALAMT/1 SCI BARADOZ/1 BRUN/1 COJEAN/1 DELASSUS/1 GRILLET/1 KARLSSON/1 LEARDI-POUVIN/1 LUCIANI/1 ROUMIEUX/1 SCHAEFFER/1 SPRENGNETH/1

Soit 12 colotis sur 21 totalisant 12/21èmes.

Le quorum étant atteint l'assemblée peut valablement délibérer.

ORDRE DU JOUR

1/ELECTION DES MEMBRES DU BUREAU (majorité de l'article 24 Loi du 10/07/1965)

Se présente aux différents postes de président, scrutateur et secrétaire.

Il est passé à l'élection de chaque membre individuellement...

Mr SPRENGNETH est nommé Président de séance

Passé au vote : ...

S'ABSTIENT : néant

S'OPPOSE : néant

ACCEPTE : l'unanimité des présents et représentés

Mr MERLE est nommé Secrétaire

Passé au vote : ...

S'ABSTIENT : néant

S'OPPOSE : néant

ACCEPTE : l'unanimité des présents et représentés

2/APPROBATION DES COMPTES CLOS AU 31/12/2020, AINSI QUE LEUR REPARTITION ET LA SITUATION DE TRESORERIE AU 31/12/2020 (majorité de l'article 24 Loi du 10/07/1965)

L'assemblée générale annuelle des colotis de l'ASL, réunie le 16 AVRIL 2021, a pris connaissance du compte-rendu annuel du syndic pour la gestion administrative et comptable durant l'exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020 et plus particulièrement des divers comptes notifiés en même temps que la convocation d'assemblée générale sachant que les dépenses se sont élevées à 5 405,87 €. Après avoir délibéré, il est passé au vote sur l'approbation des comptes et leur répartition ainsi que la situation comptable et le compte travaux au 31/12/2020:

Passé au vote : ...

S'ABSTIENT : néant

S'OPPOSE : néant

ACCEPTE : l'unanimité des présents et représentés

3/QUITUS AU SYNDIC POUR SA GESTION ECOULEE (majorité de l'article 24 Loi du 10/07/1965)

Le syndic énonce les différentes tâches administratives et comptables effectuées pour cette ASL.

Passé au vote : ...

S'ABSTIENT : néant

S'OPPOSE : GRILLET/1

ACCEPTE : le reste des présents et représentés

4/ADOPTION DU BUDGET PREVISIONNEL 2022 (majorité de l'article 24 Loi du 10/07/1965)

L'assemblée générale a pris connaissance du budget prévisionnel 2022 qui lui a été signifié en même temps que le présent ordre du jour et qui s'élève à la somme de 6 995,00 €. Ce budget détermine le montant des appels de fonds répartis sur l'année exigibles au premier jour de la période (article 14-1 de la loi du 10 Juillet 1965).

Passé au vote : ...

N° SIREN : 393 873 401 - R.C.S. : 94 B 00035 - CODE APE : 6831 Z

Membre de la F.N.A.I.M cautionné par la Caisse de Garantie GALIAN, 89 rue de la Boétie - 75008 PARIS

Carte Professionnelle n° 3645 délivrée par la Préfecture du Var

S'ABSTIENT : néant
S'OPPOSE : DELASSUS/I COJEAN/I
ACCEPTE : le reste des présents et représentés

5/RENOUVELLEMENT DES MEMBRES DU CONSEIL SYNDICAL / APPEL A CANDIDATURES
(Majorité de l'article 25 Loi du 10/07/1965)

Appel à candidature...

Se présentent Mr SPRENGNETH, Mr BERBRY représentant la SCI BARADOZ, Mme HOUDINET, Mme BALMAT

Passé au vote : ...

S'ABSTIENT : COJEAN/I BRUN/I

S'OPPOSE : néant

ACCEPTE : le reste des présents et représentés

Cette question, votée à la majorité de l'article 25, ayant recueilli au moins 1/3 des voix de tous les copropriétaires composant le syndicat, il est passé à un second vote, à la majorité de l'article 25.1.

Seules les voix exprimées des copropriétaires présents ou représentés sont donc prises en considération.

Passé au vote : ...

S'OPPOSE : néant

ACCEPTE : l'unanimité des présents et représentés

6/PROJET DE CESSIION DE PARCELLE INHERENTE A LA MISE EN SECURITE DU BATIMENT
VEOLIA AU PRIX D'UN EURO / COURRIER JOINT (Majorité de l'article 24 Loi du 10/07/1965)

Afin de sécuriser le bâtiment VEOLIA, dépendant de la conduite de l'eau potable, consécutivement aux nombreuses nuisances observées il est proposé de procéder à une cession de parcelle au prix d'un euro afin que la métropole procède à la mise en sécurité de la zone, le syndic fait état du courrier joint à la convocation.

Passé au vote : ...

S'ABSTIENT : néant

S'OPPOSE : néant

ACCEPTE : l'unanimité des présents et représentés

7/AUTORISATION A DONNER A LA SCI BARADOZ DE FAIRE PROCEDER A LA CREATION
D'UN MUR DE SOUTÈNEMENT A SES ENTIERS FRAIS / COURRIER JOINT (Majorité de l'article
25 Loi du 10/07/1965)

A la demande de la SCI BARADOZ, autorisation à donner de faire procéder à ses entiers frais à la création d'un mur de soutènement selon courrier joint à la convocation.

Passé au vote : ...

S'ABSTIENT : COJEAN/I

S'OPPOSE : BRUN/I

ACCEPTE : le reste des présents et représentés

8/REDESIGNATION DU CABINET MERLE EN QUALITE DE SYNDIC / CONTRAT JOINT
(Majorité de l'article 25 Loi du 10/07/1965)

La mission de syndic expirera avec l'assemblée générale chargée d'approuver les comptes clôturés à la date du 31/12/2021

Le montant des honoraires et frais de gestion pour l'exercice en cours s'élève à la somme de : 1 720,00 €

Le président de la présente assemblée générale est mandaté pour signer le contrat, annexé à l'ordre du jour, au nom de l'ASL.

Passé au vote : ...

S'ABSTIENT : néant

S'OPPOSE : néant

ACCEPTE : l'unanimité des présents et représentés

9/SUGGESTIONS DIVERSES

Néant.

ONT SIGNE :

LE PRESIDENT
Mr SPRENGNETH

LE SECRETAIRE
Mr MERLE

ARTICLE 42 DE LA LOI DU 10.07.1965 ALINEA 2 MODIFIE PAR LA LOI 85.1470 DU 31.12.1985

"Les actions qui ont pour objet de contester les décisions des assemblées générales doivent à peine de déchéance être introduites par les copropriétaires opposants ou défaillants, dans un délai de deux mois, à compter de la notification des dites décisions qui leur est faite à la diligence du syndic dans un délai de deux mois à compter de

la tenue de l'assemblée générale. Sauf en cas d'urgence, l'exécution par le syndic des travaux décidés par l'assemblée générale en application des articles 25 et 26 est suspendue jusqu'à l'expiration du délai mentionné à la première phrase du présent alinéa".

fr

Toulon, le 15 Décembre 2020

Hubert FALCO
Président de Toulon Provence Méditerranée

à

Cabinet MERLE
Administrateur de Biens
Syndic de Copropriétés
1, rue Hippolyte Duprat
83000 TOULON

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Affaire suivie par :

DGA Finances et Moyens
Claude WEISSE, Directeur Général Adjoint
Direction de l'Immobilier et du Foncier
Claire HUMMEL, Directeur

Contact : MANDELLI Michel
Responsable du service Action foncière
Téléphone : 04 94 03 97 80
Email : mmandelli@metropletpm.fr

N/REF: HF/VP/CW/CH/MM/1129

OBJET : Acquisition de parcelle

Monsieur,

J' accuse réception de votre courrier du 27 novembre 2020. Concernant votre proposition de cession d'une portion de la parcelle cadastrée section DE n°265 servant d'assiette à une conduite d'eau potable sise chemin du Fort Rouge et Boulevard Jacquemin, je vous informe que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est favorable à celle-ci au prix d'un euro symbolique. En contrepartie de cette cession la Métropole prendra en charge tous les frais inhérents à cette cession (document d'arpentage, frais acte notarié...). Afin de sécuriser cette parcelle et éviter toute intrusion un grillage de protection et une porte cadénassée seront posés par les services métropolitains. Je vous demande donc de bien vouloir m'indiquer si cette proposition vous agréée.

A ce stade, la présente offre ne peut être considérée comme susceptible d'engager juridiquement la Métropole. S'agissant d'un établissement public, seule une délibération ultérieure conforme de son organe délibérant peut autoriser le Président, à signer l'acte authentique.

Vous voudrez bien nous informer de votre position et nous indiquer le nom du notaire à contacter pour la rédaction des actes à venir.

Mes services restent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire .

Vous souhaitant bonne réception de la présente,

Je vous prie de croire, Maître, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Pour le Président,
Par délégation,

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Hôtel de la Métropole 107 boulevard Henri Fabre CS 30536 83041 Toulon Cedex 9
Téléphone : 04 94 93 83 00 Télécopie : 04 94 93 83 83 E-mail : contact@metropletpm.fr



Toulon le 24 janvier 2023

Hubert FALCO
Président de Toulon Provence Méditerranée

à
SARL LA VALBOURDINE
A l'attention de M MEYER Jean-Pierre
10 Bd BARTHELEMY
13009 MARSEILLE

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Affaire suivie par :

DGA Finances et Moyens
Claude WEISSE, Directeur Général Adjoint

Contact :

Michel MANDELLI - Service Action Foncière
04.94.03.97.80
mmandelli@metropoletpm.fr

N/REF : HF/NP/CW/CH/MM/

OBJET : Acquisition de parcelles

Monsieur,

Suite à l'accord de l'association syndicale « La Valbourdine » concernant la cession d'une portion de la parcelle sise à Toulon chemin du Fort Rouge et cadastrée section DE n°265, je vous indique que la Métropole Toulon Provence Méditerranée souhaite acquérir en pleine propriété la portion de la parcelle susnommée correspondant uniquement à l'emprise de la canalisation et du local technique, ce qui correspond à la partie haute de la parcelle susnommée à proximité du talus existant.

A ce jour le transfert de propriété de cette parcelle qui correspond à de la voirie n'a pas été cédée par votre SARL à l'association syndicale des copropriétaires qui entretiennent celle-ci depuis des années. Je vous demande donc de bien vouloir me confirmer votre accord concernant la cession de cette emprise de terrain. Le prix proposé pour cette cession est l'euro symbolique(plan joint)

Je vous indique également que la Métropole souhaite également régulariser par le biais d'une servitude de passage et de tréfonds, l'existence ancienne sur les parcelles cadastrées section DE n°265,266,267 d'une canalisation d'eau potable dont votre SARL est propriétaire. L'association syndicale des colotis a donné son accord.

Je vous indique enfin que la Métropole souhaite également régulariser l'élargissement de voirie qui a été réalisée sur une partie du terrain appartenant à votre SARL.

Je vous indique que tous les frais liés à ces différentes régularisations seront pris en charge par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Je vous demande donc de bien vouloir me donner votre avis sur ces propositions.

Mes services restent à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie de croire, Maître, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Pour le Président,
Par délégation,

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services
Toulon Provence Méditerranée

Toulon le 24 janvier 2023

Hubert FALCO
Président de Toulon Provence Méditerranée

à
SARL LA VALBOURDINE
A l'attention de M MEYER Jean-Pierre
10 Bd BARTHELEMY
13009 MARSEILLE

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Affaire suivie par :

DGA Finances et Moyens
Claude WEISSE, Directeur Général Adjoint

Contact :

Michel MANDELLI - Service Action Foncière
04.94.03.97.80
mmandelli@metropoletpm.fr

N/REF : HF/VP/CW/CH/MM/

OBJET : Acquisition de parcelles

Monsieur,

Suite à l'accord de l'association syndicale « La Valbourdine » concernant la cession d'une portion de la parcelle sise à Toulon chemin du Fort Rouge et cadastrée section DE n°265, je vous indique que la Métropole Toulon Provence Méditerranée souhaite acquérir en pleine propriété la portion de la parcelle susnommée correspondant uniquement à l'emprise de la canalisation et du local technique, ce qui correspond à la partie haute de la parcelle susnommée à proximité du talus existant.

A ce jour le transfert de propriété de cette parcelle qui correspond à de la voirie n'a pas été cédée par votre SARL à l'association syndicale des copropriétaires qui entretiennent celle-ci depuis des années. Je vous demande donc de bien vouloir me confirmer votre accord concernant la cession de cette emprise de terrain. Le prix proposé pour cette cession est l'euro symbolique(plan joint)

Je vous indique également que la Métropole souhaite également régulariser par le biais d'une servitude de passage et de tréfonds, l'existence ancienne sur les parcelles cadastrées section DE n°265,266,267 d'une canalisation d'eau potable dont votre SARL est propriétaire. L'association syndicale des colotis a donné son accord.

Je vous indique enfin que la Métropole souhaite également régulariser l'élargissement de voirie qui a été réalisée sur une partie du terrain appartenant à votre SARL.

Je vous indique que tous les frais liés à ces différentes régularisations seront pris en charge par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Je vous demande donc de bien vouloir me donner votre avis sur ces propositions.

Mes services restent à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie de croire, Maître, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

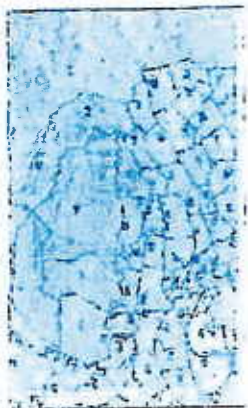


Pour le Président,
Par délégation,

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services
Toulon Provence Méditerranée

NOTICE
TO THE PUBLIC
OF THE
CITY OF
NEW YORK

REPORT
VOLUME
DEPARTMENT DU VARI



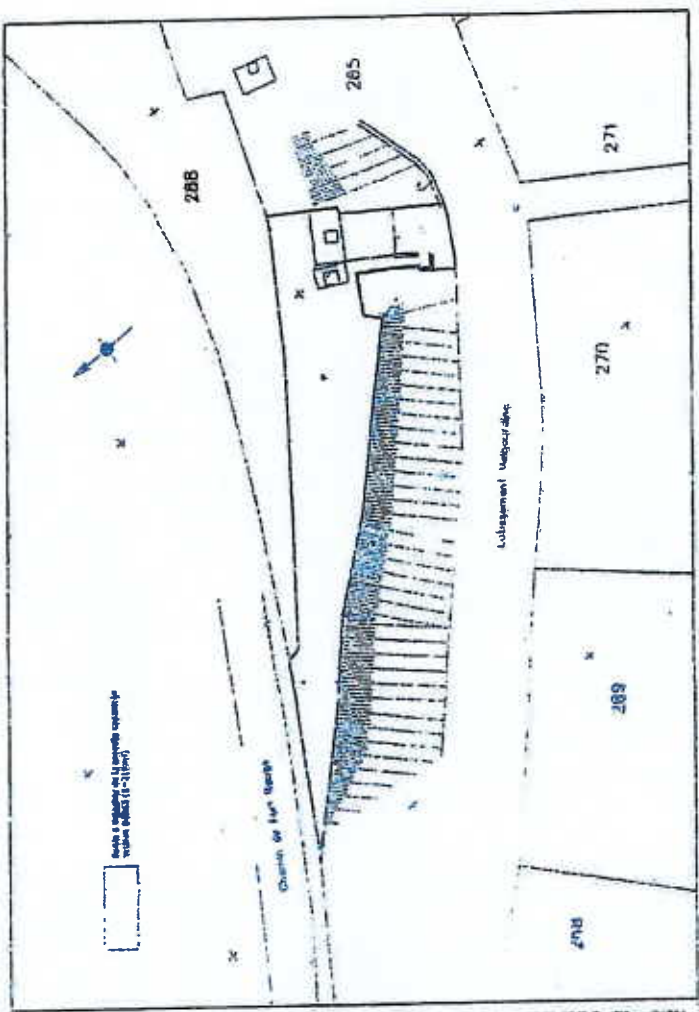
WILAN OF DIVISION

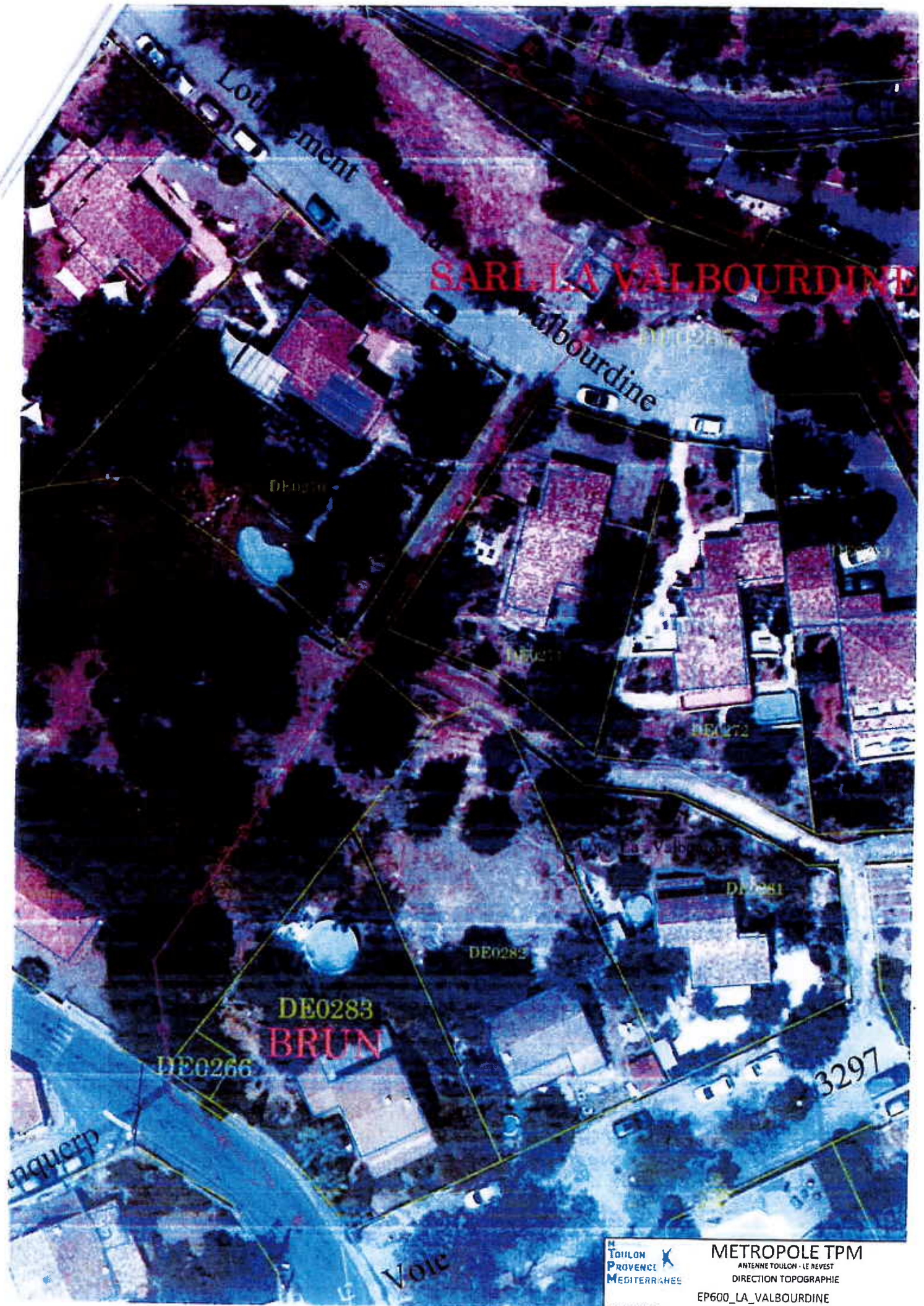
1. *Staphylococcus aureus* (Staph.)
2. *Staphylococcus aureus* (Staph.)
3. *Staphylococcus aureus* (Staph.)
4. *Staphylococcus aureus* (Staph.)
5. *Staphylococcus aureus* (Staph.)
6. *Staphylococcus aureus* (Staph.)
7. *Staphylococcus aureus* (Staph.)
8. *Staphylococcus aureus* (Staph.)
9. *Staphylococcus aureus* (Staph.)
10. *Staphylococcus aureus* (Staph.)

100

2005

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043	2044	2045	2046	2047	2048	2049	2050	2051	2052	2053	2054	2055	2056	2057	2058	2059	2060	2061	2062	2063	2064	2065	2066	2067	2068	2069	2070	2071	2072	2073	2074	2075	2076	2077	2078	2079	2080	2081	2082	2083	2084	2085	2086	2087	2088	2089	2090	2091	2092	2093	2094	2095	2096	2097	2098	2099	2100	2101	2102	2103	2104	2105	2106	2107	2108	2109	2110	2111	2112	2113	2114	2115	2116	2117	2118	2119	2120	2121	2122	2123	2124	2125	2126	2127	2128	2129	2130	2131	2132	2133	2134	2135	2136	2137	2138	2139	2140	2141	2142	2143	2144	2145	2146	2147	2148	2149	2150	2151	2152	2153	2154	2155	2156	2157	2158	2159	2160	2161	2162	2163	2164	2165	2166	2167	2168	2169	2170	2171	2172	2173	2174	2175	2176	2177	2178	2179	2180	2181	2182	2183	2184	2185	2186	2187	2188	2189	2190	2191	2192	2193	2194	2195	2196	2197	2198	2199	2200	2201	2202	2203	2204	2205	2206	2207	2208	2209	2210	2211	2212	2213	2214	2215	2216	2217	2218	2219	2220	2221	2222	2223	2224	2225	2226	2227	2228	2229	2230	2231	2232	2233	2234	2235	2236	2237	2238	2239	2240	2241	2242	2243	2244	2245	2246	2247	2248	2249	2250	2251	2252	2253	2254	2255	2256	2257	2258	2259	2260	2261	2262	2263	2264	2265	2266	2267	2268	2269	2270	2271	2272	2273	2274	2275	2276	2277	2278	2279	2280	2281	2282	2283	2284	2285	2286	2287	2288	2289	2290	2291	2292	2293	2294	2295	2296	2297	2298	2299	2300	2301	2302	2303	2304	2305	2306	2307	2308	2309	2310	2311	2312	2313	2314	2315	2316	2317	2318	2319	2320	2321	2322	2323	2324	2325	2326	2327	2328	2329	2330	2331	2332	2333	2334	2335	2336	2337	2338	2339	2340	2341	2342	2343	2344	2345	2346	2347	2348	2349	2350	2351	2352	2353	2354	2355	2356	2357	2358	2359	2360	2361	2362	2363	2364	2365	2366	2367	2368	2369	2370	2371	2372	2373	2374	2375	2376	2377	2378	2379	2380	2381	2382	2383	2384	2385	2386	2387	2388	2389	2390	2391	2392	2393	2394	2395	2396	2397	2398	2399	2400	2401	2402	2403	2404	2405	2406	2407	2408	2409	2410	2411	2412	2413	2414	2415	2416	2417	2418	2419	2420	2421	2422	2423	2424	2425	2426	2427	2428	2429	2430	2431	2432	2
--	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	---





SARL LA VALBOURDINE

Valbourdine

DE0280

DE0281

DE0272

DE0281

DE0282

DE0283
BRUN

DE0266

3297

Voie

Toulon, le 1^{er} Mars 2023

Hubert FALCO
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

à
SARL LA VALBOURDINE
A l'attention de M MEYER Jean-Pierre
10 Bd BARTHELEMY
13009 MARSEILLE

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Direction Générale Adjointe des Services

Finances et Moyens

Clause WEISSE
Directeur Général Adjoint des Services

Affaire suivie par :

Direction de l'Immobilier et du Foncier

Service Action Foncière

MANDELLI Michel

mmandelli@metropoletpm.fr - 04 94 03 97 80

N/Réf: VP /CW/CH/MM/23/123

**Objet : Acquisition de parcelles
LRAR n°1A 189 157 9402 0**

Monsieur,

Par courrier en date du 24 janvier 2023 (copie jointe), la Métropole Toulon Provence Méditerranée vous avait sollicité concernant la cession d'une portion de la parcelle sise à Toulon chemin du Fort Rouge et cadastrée section DE n°265 correspondant uniquement à l'emprise de la canalisation et du local technique située sur la partie haute de la parcelle susnommée à proximité du talus existant.

Je vous précise que l'association syndicale « La Valbourdine » qui gère ce lotissement a donné son accord.

A ce jour le transfert de propriété de cette parcelle qui correspond à de la voirie n'a pas été cédée par votre SARL à l'association syndicale des copropriétaires qui entretiennent celle-ci depuis des années. Je vous demande donc de bien vouloir me confirmer votre accord concernant la cession de cette emprise de terrain. Le prix proposé pour cette cession est l'euro symbolique (plan joint)

Je vous précise également que dans ce même courrier, la Métropole souhaitait régulariser par le biais d'une servitude de passage et de tréfonds, l'existence ancienne d'une canalisation d'eau potable sur les parcelles cadastrées section DE n°265,266,267 dont votre SARL est propriétaire. L'association syndicale des colotis a donné son accord.

Je vous indique enfin que la Métropole souhaite également régulariser l'élargissement de voirie qui a été réalisé sur une partie du terrain appartenant à votre SARL.



SCP ROQUEBERT MASSIANI
40 Rue de la Baume
LE CONCORDE
83192 OLLIOULES Cedex

A OLLIOULES Cedex, le 22/12/2023

Sté TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
107
boulevard Henri Fabre
CS 30536
83000 TOULON FRANCE

■ Projet de taxe n°116573

Client : 177930 Sté TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Notaire : Gabriel ROQUEBERT, Notaire Associé membre (GR)

Clerc : GR/ARO (497)

Libellé : NOTORIETE ACQUISITIVE TPM ,

Réf Dossier : 1032348 - Dossier n°1032348 VENTE ASL LA VALBOURDINE

Date Acte :

Descriptif	Base de calcul	Montant unitaire	Montant
NOTORIETE PRESCRIPTION ACQUISITIVE	32 000,00	137,00	137,00
188- REQUISITION DE PUBLICATION (PUB. FONCIERE)	1,00	18,87	18,87
194- FORMALITES FORFAITAIRES	1,00	339,58	339,58
214- COPIE ARCHIVAGE NUMERISE DES ACTES	50,00	0,19	9,50
ETAT SUR FORMALITES	1,00	12,00	12,00
ETAT HORS FORMALITES	1,00	12,00	12,00
DEBOURS PREVISIONNELS	1,00	281,00	281,00
C.S.I. FIXE (B1) 15€	1,00	15,00	15,00
ENREGISTREMENT - SPF A (25 €)	1,00	25,00	25,00

Trésors	40,00	Émoluments d'acte	137,00
Déboursé non soumis à TVA	305,00	Émoluments de formalités	367,95
		Honoraires	
		Déboursé soumis à TVA	
		Remise / Renonciation	
		Écrêtement	
		Cotisations	
		Total H.T.	504,95
		TVA 20,00 % sur 504,95	100,99
		TOTAL: (Euros)	950,94
		Acompte	0,00
		Net à payer	950,94

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20241125-lmc1356675-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 26 novembre 2024
Date de publication : 26/11/2024

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 25 NOVEMBRE 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION N° 24/647 MODIFICATION DE LA DECISION METROPOLITAINE N°24/30 DU 22 JANVIER 2024 CONCERNANT L'ACTE DE NOTORIETE ACQUISITIVE AU PROFIT DE L'ASL LA VALBOURDINE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Hervé STASSINOS.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/647

BUREAU DU 25 NOVEMBRE 2024

**O B J E T : MODIFICATION DE LA DECISION METROPOLITAINE
N°24/30 DU 22 JANVIER 2024 CONCERNANT L'ACTE
DE NOTORIETE ACQUISITIVE AU PROFIT DE L'ASL LA
VALBOURDINE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 Décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/075 en date du 4 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/078 en date du 4 mai 2023 portant délégation au Président et au Bureau,

VU la Décision du Bureau Métropolitain n°24/30 du 22 janvier 2024, autorisant la prise en charge des frais d'acte notarié acquisitive de la parcelle cadastrée section DE n°265,

VU les courriers de la Métropole adressés à la SARL La Valbourdine en date du 24 janvier et 1^{er} mars 2023,

VU l'accord de l'ASL du lotissement La Valbourdine en date du 16 avril 2021,

CONSIDERANT que la Métropole TPM souhaite réaliser des travaux de sécurisation du bâtiment affecté à la gestion de l'eau potable ainsi que la conduite d'eau potable qui transite sur une partie de la parcelle sise sur la commune de TOULON (83200) chemin du Fort Rouge et boulevard Jacquemin, cadastrée section DE n° 0265,

CONSIDERANT dans le cadre de son assemblée générale, en date du 16 avril 2021, l'ASL La Valbourdine a émis un avis favorable à la cession à l'euro symbolique du terrain servant d'assiette au bâtiment et à la conduite d'eau potable,

CONSIDERANT que malgré de multiples relances par voie postale, la SARL LA VALBOURDINE gérée par Monsieur MEYER Jean-Pierre, toujours propriétaire de la parcelle cadastrée section DE n° 0265, n'a jamais répondu à la Métropole TPM concernant le projet de cession envisagé,

CONSIDERANT que l'ASL La Valbourdine occupe et entretient depuis plus de trente ans la parcelle cadastrée section DE n° 0265 et agit et se comporte comme propriétaire de cette parcelle,

CONSIDERANT qu'afin de régulariser cette situation il est nécessaire qu'un acte authentique de notoriété acquisitive au bénéfice de l'ASL La Valbourdine soit établi,

CONSIDERANT que les frais de cet acte de notoriété acquisitive s'élèvent à neuf cent cinquante euros (950,00 €),

CONSIDERANT que compte tenu de l'intérêt public pour la Métropole de régulariser la situation, il est proposé que ces frais soient pris en charge par la Métropole TPM,

CONSIDERANT que, par décision n°24/30 du 22 janvier 2024, le Bureau Métropolitain a autorisé la prise en charge des frais d'établissement de l'acte authentique de notoriété acquisitive par la SCP ROQUEBERT-MASSIANI titulaire d'un office notarial à Ollioules,

CONSIDERANT qu'à l'occasion de la préparation de l'acte de notoriété acquisitive il s'est avéré nécessaire d'intégrer également la parcelle cadastrée section DE n° 0266,

CONSIDERANT que les frais d'acte de notoriété acquisitive pour cette parcelle s'élèvent à sept cent cinquante euros (750,00 €),

CONSIDERANT qu'il convient de modifier la décision du Bureau Métropolitain n°24/30 du 22 janvier 2024 pour la prise en charge de ces frais supplémentaires,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER L'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE MODIFIER l'article 2 de la décision du Bureau Métropolitain n°24/30 du 22 janvier 2024 et **D'AUTORISER** la prise en charge des frais d'établissement de l'acte authentique de notoriété acquisitive par la SCP ROQUEBERT-MASSIANI, titulaire d'un office notarial à Ollioules, pour les parcelles cadastrées section DE n° 0265 et 0266 sises à TOULON (83200) chemin du Fort Rouge et boulevard Jacquemin, au profit de l'ASL La VALBOURDINE, s'élevant à la somme de mille sept cent euros (1 700,00 €).

ARTICLE 3

DE DIRE que les autres articles de la décision n°24/30 du 22 janvier 2024 demeurent inchangés.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

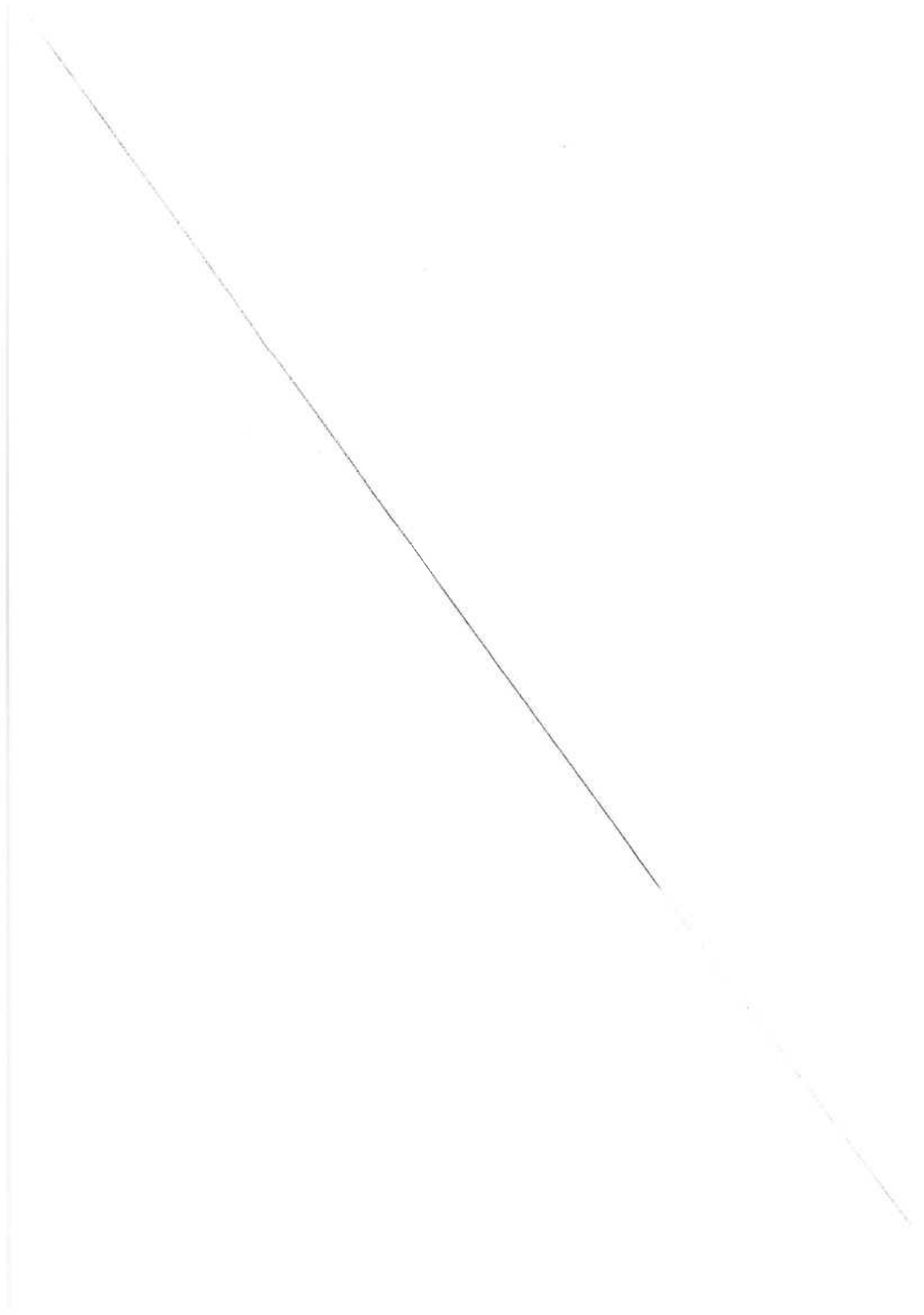
Fait à Toulon, le 25 novembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0







Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20240122-lmc1315912-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 23 janvier 2024
Date d'affichage : 24/01/2024

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 22 JANVIER 2024**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	0

OBJET DE LA DECISION

N° 24/30

**PRISE EN CHARGE DES
FRAIS D'ACTE NOTARIE
CONCERNANT L'ACTE DE
NOTORIETE ACQUISITIVE DE
LA PARCELLE CADASTREE
SECTION DE N°265 SISE A
TOULON AU PROFIT DE
L'ASL LA VALBOURDINE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.



DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/30

BUREAU DU 22 JANVIER 2024

**O B J E T : PRISE EN CHARGE DES FRAIS D'ACTE NOTARIE
CONCERNANT L'ACTE DE NOTORIÉTÉ ACQUISITIVE
DE LA PARCELLE CADASTRÉE SECTION DE N°265
SISE A TOULON AU PROFIT DE L'ASL LA
VALBOURDINE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/075 en date du 4 mai 2023
portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/078 en date du 4 mai 2023 portant délégation au Président et au Bureau,

VU les courriers de la Métropole Toulon Provence Méditerranée adressés à la SARL La Valbourdine en date du 24 janvier et 1er mars 2023,

VU l'accord de l'ASL du lotissement La Valbourdine en date du 16 avril 2021,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée souhaite réaliser des travaux de sécurisation du bâtiment dépendant de l'eau potable ainsi que la conduite d'eau potable qui transite sur une portion de la parcelle sise sur la commune de Toulon chemin du Fort Rouge et boulevard Jacquemin et cadastrée section DE n°265,

CONSIDERANT dans le cadre de son assemblée générale, en date du 16 avril 2021, l'ASL LA VALBOURDINE a émis un avis favorable concernant la cession à l'euro symbolique du terrain servant d'assiette au bâtiment et à la conduite d'eau potable,

CONSIDERANT que malgré de multiples relances par voie postale, la SARL LA VALBOURDINE gérée par M MEYER Jean-Pierre toujours propriétaire de la parcelle cadastrée section DE n°265, n'a jamais répondu à la Métropole Toulon Provence Méditerranée concernant le projet de cession envisagé,

CONSIDERANT que l'ASL LA VALBOURDINE occupe et entretient depuis plus de trente ans la parcelle cadastrée section DE n°265 et agit et se comporte comme propriétaire de cette parcelle,

CONSIDERANT qu'afin de régulariser cette situation il est nécessaire qu'un acte notarié de notoriété acquisitive au bénéfice de l'ASL LA VALBOURDINE soit établi,

CONSIDERANT que les frais de cet acte de notoriété acquisitive s'élèvent à neuf cent cinquante euros (950€),

CONSIDERANT que compte tenu de l'intérêt public pour la Métropole de régulariser la situation, il est proposé que ces frais soient pris en charge par Toulon Provence Méditerranée,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER la prise en charge des frais d'acte notarié établi par la SCP ROQUEBERT MASSIANI à Ollioules concernant l'acte de notoriété acquisitive de la parcelle cadastrée section DE n°265 sise à Toulon chemin du Fort Rouge et boulevard Jacquemin au profit de l'ASL LA VALBOURDINE et qui s'élève à neuf cent cinquante euros (950€).

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président d'une part, à faire et signer tous les actes relatifs à cet acte de notoriété acquisitive, d'autre part, à payer tous les frais liés à cet acte de notoriété acquisitive.

ARTICLE 4

DE DIRE que les frais seront supportés sur le budget annexe Eau, opération 40012, article 2088, service FONCIER.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 22 janvier 2024,

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR 16

CONTRE 0

ABSTENTION 0

Cabinet MERLE

FURL au capital de 7022,45 €

Administrateur de Biens

Syndic de Copropriétés

Tél. : 04 94 91 67 39

Fax : 04 94 91 69 70

1, rue Hippolyte Duprat

83000 Toulon

BUREAUX OUVERTS DE 8H30 A 12H ET SUR R/V L'APRES MIDI AINSI QUE LE MERCREDI

PROCES-VERBAL D'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN et le **16 AVRIL** s'est tenue **L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE** de l'**ASL LA VALBOURDINE CHEMIN DU FORT ROUGE à TOULON 83200** et ce, dans les bureaux du syndic le **CABINET MERLE à TOULON (83000) 1 rue Duprat.**

**L'ASSEMBLEE GENERALE EST TENUE HORS PRESENCE
PHYSIQUE DES COPROPRIETAIRES**

ETAIENT PRESENTS ET REPRESENTES :

BALAMT/I SCI BARADOZ/I BRUN/I COJEAN/I DELASSUS/I GRILLET/I KARLSSON/I LEARDI-
POUVIN/I LUCIANI/I ROUMIEUX/I SCHAEFFER/I SPRENGNETHER/I

Soit 12 colotis sur 21 totalisant 12/21èmes.

Le quorum étant atteint l'assemblée peut valablement délibérer.

ORDRE DU JOUR

1/ELECTION DES MEMBRES DU BUREAU (majorité de l'article 24 Loi du 10/07/1965)

Se présente aux différents postes de président, scrutateur et secrétaire.

Il est passé à l'élection de chaque membre individuellement ..

Mr SPRENGNETHER est nommé Président de séance

Passé au vote :

S'ABSTIENT : néant

S'OPPOSE : néant

ACCEPTE : l'unanimité des présents et représentés

Mr MERLE est nommé Secrétaire

Passé au vote : ...

S'ABSTIENT : néant

S'OPPOSEE : néant

ACCEPTE : l'unanimité des présents et représentés

2/APPROBATION DES COMPTES CLOS AU 31/12/2020, AINSI QUE LEUR REPARTITION ET LA SITUATION DE TRESORERIE AU 31/12/2020 (majorité de l'article 24 Loi du 10/07/1965)

L'assemblée générale annuelle des colotis de l'ASL, réunie le **16 AVRIL 2021**, a pris connaissance du compte-rendu annuel du syndic pour la gestion administrative et comptable durant l'exercice du **01/01/2020 au 31/12/2020** et plus particulièrement des divers comptes notifiés en même temps que la convocation d'assemblée générale sachant que les dépenses se sont élevées à **5 405,87 €**. Après avoir délibéré, il est passé au vote sur l'approbation des comptes et leur répartition ainsi que la situation comptable et le compte travaux au **31/12/2020**:

Passé au vote :

S'ABSTIENT : néant

S'OPPOSE : néant

ACCEPTE : l'unanimité des présents et représentés

3/OUTIS AU SYNDIC POUR SA GESTION ECOULEE (majorité de l'article 24 Loi du 10/07/1965)

Le syndic énonce les différentes tâches administratives et comptables effectuées pour cette ASL.

Passé au vote :

STABSTIENT : néant

S'OPPOSE : GRILLER (4)

ACCEPTE : le reste des présents et représentés

4/ADOPTION DU BUDGET PREVISIONNEL 2022 (majorité de l'article 24 Loi du 10/07/1965)

L'assemblée générale a pris connaissance du budget prévisionnel 2022 qui lui a été signifié en même temps que le présent ordre du jour et qui s'élève à la somme de **6 995,00 €**. Ce budget détermine le montant des appels de fonds répartis sur l'année exigibles au premier jour de la période (article 14-1 de la loi du 10 Juillet 1965).

Passe au vote :

S'ABSTIENT : néant
S'OPPOSE : DELASSUS/I COJEAN/I
ACCEPTE : le reste des présents et représentés

5/RENOUVELLEMENT DES MEMBRES DU CONSEIL SYNDICAL / APPEL A CANDIDATURES
(Majorité de l'article 25 Loi du 10/07/1965)

Appel à candidature...

Se présentent Mr SPRENGNETHER, Mr BERBRY représentant la SCI BARADOZ, Mme HOUDINET, Mme BALMAT

Passé au vote : ...

S'ABSTIENT : COJEAN/I BRUN/I

S'OPPOSE : néant

ACCEPTE : le reste des présents et représentés

Cette question, votée à la majorité de l'article 25, ayant recueilli au moins 1/3 des voix de tous les copropriétaires composant le syndicat, il est passé à un second vote, à la majorité de l'article 25.1.

Seules les voix exprimées des copropriétaires présents ou représentés sont donc prises en considération.

Passé au vote : ...

S'OPPOSE : néant

ACCEPTE : l'unanimité des présents et représentés

6/PROJET DE CESSIION DE PARCELLE INHERENTE A LA MISE EN SECURITE DU BATIMENT
VEOLIA AU PRIX D'UN EURO / COURRIER JOINT (Majorité de l'article 24 Loi du 10/07/1965)

Afin de sécuriser le bâtiment VEOLIA, dépendant de la conduite de l'eau potable, consécutivement aux nombreuses nuisances observées il est proposé de procéder à une cession de parcelle au prix d'un euro afin que la métropole procède à la mise en sécurité de la zone, le syndic fait état du courrier joint à la convocation.

Passé au vote : ...

S'ABSTIENT : néant

S'OPPOSE : néant

ACCEPTE : l'unanimité des présents et représentés

7/AUTORISATION A DONNER A LA SCI BARADOZ DE FAIRE PROCEDER A LA CREATION
D'UN MUR DE SOUTÈNEMENT A SES ENTIERS FRAIS / COURRIER JOINT (Majorité de l'article
25 Loi du 10/07/1965)

A la demande de la SCI BARADOZ, autorisation à donner de faire procéder à ses entiers frais à la création d'un mur de soutènement selon courrier joint à la convocation.

Passé au vote : ...

S'ABSTIENT : COJEAN/I

S'OPPOSE : BRUN/I

ACCEPTE : le reste des présents et représentés

8/REDESIGNATION DU CABINET MERLE EN QUALITE DE SYNDIC / CONTRAT JOINT
(Majorité de l'article 25 Loi du 10/07/1965)

La mission de syndic expirera avec l'assemblée générale chargée d'approuver les comptes clôturés à la date du 31/12/2021

Le montant des honoraires et frais de gestion pour l'exercice en cours s'élève à la somme de : 1 720,00 €

Le président de la présente assemblée générale est mandaté pour signer le contrat, annexé à l'ordre du jour, au nom de l'ASL.

Passé au vote : ...

S'ABSTIENT : néant

S'OPPOSE : néant

ACCEPTE : l'unanimité des présents et représentés

9/SUGGESTIONS DIVERSES

Néant.

ONT SIGNE :

LE PRESIDENT
Mr SPRENGNETHER

LE SECRETAIRE
Mr MERLE

ARTICLE 42 DE LA LOI DU 10.07.1965 ALINEA 2 MODIFIE PAR LA LOI 85.1470 DU 31.12.1985

"Les actions qui ont pour objet de contester les décisions des assemblées générales doivent à peine de déchéance être introduites par les copropriétaires opposants ou défaillants, dans un délai de deux mois, à compter de la notification des dites décisions qui leur est faite à la diligence du syndic dans un délai de deux mois à compter de

la tenue de l'assemblée générale. Sauf en cas d'urgence, l'exécution par le syndic des travaux décidés par l'assemblée générale en application des articles 25 et 26 est suspendue jusqu'à l'expiration du délai mentionné à la première phrase du présent alinéa".

Toulon, le 15 Décembre 2020

Hubert FALCO
Président de Toulon Provence Méditerranée

à

Cabinet MERLE
Administrateur de Biens
Syndic de Copropriétés
1, rue Hippolyte Duprat
83000 TOULON

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Affaire suivie par :
DGA Finances et Moyens
Claude WEISSE, Directeur Général Adjoint
Direction de l'Immobilier et du Foncier
Claire HUMMEL, Directeur

Contact : MANDELLI Michel
Responsable du service Action foncière
Téléphone : 04 94 03 97 80
Email : mmandelli@metropoletpm.fr

N/REF: HF/VP/CW/CH/MM/1129

OBJET : Acquisition de parcelle

Monsieur,

J' accuse réception de votre courrier du 27 novembre 2020. Concernant votre proposition de cession d'une portion de la parcelle cadastrée section DE n°265 servant d'assiette à une conduite d'eau potable sise chemin du Fort Rouge et Boulevard Jacquemin, je vous informe que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est favorable à celle-ci au prix d'un euro symbolique. En contrepartie de cette cession la Métropole prendra en charge tous les frais inhérents à cette cession (document d'arpentage, frais acte notarié, ...). Afin de sécuriser cette parcelle et éviter toute intrusion un grillage de protection et une porte cadenassée seront posés par les services métropolitains. Je vous demande donc de bien vouloir m'indiquer si cette proposition vous agré.

A ce stade, la présente offre ne peut être considérée comme susceptible d'engager juridiquement la Métropole. S'agissant d'un établissement public, seule une délibération ultérieure conforme de son organe délibérant peut autoriser le Président, à signer l'acte authentique.

Vous voudrez bien nous informer de votre position et nous indiquer le nom du notaire à contacter pour la rédaction des actes à venir.

Mes services restent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Vous souhaitant bonne réception de la présente,

Je vous prie de croire, Maitre, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs

Pour le Président
Par délégation,

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services



Toulon le 24 janvier 2023

Hubert FALCO
Président de Toulon Provence Méditerranée

à
SARL LA VALBOURDINE
A l'attention de M MEYER Jean-Pierre
10 Bd BARTHELEMY
13009 MARSEILLE

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Affaire suivie par :

DGA Finances et Moyens
Claude WEISSE, Directeur Général Adjoint

Contact :

Michel MANDELLI - Service Action Foncière
04.94.03.97.80

mmandelli@metropoletpm.fr

N/REF : HF/VP/CW/CH/MM/

OBJET : Acquisition de parcelles

Monsieur,

Suite à l'accord de l'association syndicale « La Valbourdine » concernant la cession d'une portion de la parcelle sise à Toulon chemin du Fort Rouge et cadastrée section DE n°265, je vous indique que la Métropole Toulon Provence Méditerranée souhaite acquérir en pleine propriété la portion de la parcelle susnommée correspondant uniquement à l'emprise de la canalisation et du local technique, ce qui correspond à la partie haute de la parcelle susnommée à proximité du talus existant.

A ce jour le transfert de propriété de cette parcelle qui correspond à de la voirie n'a pas été cédée par votre SARL à l'association syndicale des copropriétaires qui entretiennent celle-ci depuis des années. Je vous demande donc de bien vouloir me confirmer votre accord concernant la cession de cette emprise de terrain. Le prix proposé pour cette cession est l'euro symbolique(plan joint)

Je vous indique également que la Métropole souhaite également régulariser par le biais d'une servitude de passage et de tréfonds, l'existence ancienne sur les parcelles cadastrées section DE n°265,266,267 d'une canalisation d'eau potable dont votre SARL est propriétaire. L'association syndicale des colotis a donné son accord.

Je vous indique enfin que la Métropole souhaite également régulariser l'élargissement de voirie qui a été réalisée sur une partie du terrain appartenant à votre SARL.

Je vous indique que tous les frais liés à ces différentes régularisations seront pris en charge par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Je vous demande donc de bien vouloir me donner votre avis sur ces propositions.

Mes services restent à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie de croire, Maître, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs



Pour le Président,
Par délégation,

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services
Toulon Provence Méditerranée



Toulon le 24 janvier 2023

Hubert FALCO
Président de Toulon Provence Méditerranée

à
SARL LA VALBOURDINE
A l'attention de M MEYER Jean-Pierre
10 Bd BARTHELEMY
13009 MARSEILLE

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Affaire suivie par :

DGA Finances et Moyens
Claude WEISSE, Directeur Général Adjoint

Contact :

Michel MANDELLI - Service Action Foncière
04.94.03.97.80

mmandelli@metropoletpm.fr

N/REF : HF/NP/CW/CH/MM/

OBJET : Acquisition de parcelles

Monsieur,

Suite à l'accord de l'association syndicale « La Valbourdine » concernant la cession d'une portion de la parcelle sise à Toulon chemin du Fort Rouge et cadastrée section DE n°265, je vous indique que la Métropole Toulon Provence Méditerranée souhaite acquérir en pleine propriété la portion de la parcelle susnommée correspondant uniquement à l'emprise de la canalisation et du local technique, ce qui correspond à la partie haute de la parcelle susnommée à proximité du talus existant.

A ce jour le transfert de propriété de cette parcelle qui correspond à de la voirie n'a pas été cédée par votre SARL à l'association syndicale des copropriétaires qui entretiennent celle-ci depuis des années. Je vous demande donc de bien vouloir me confirmer votre accord concernant la cession de cette emprise de terrain. Le prix proposé pour cette cession est l'euro symbolique (plan joint)

Je vous indique également que la Métropole souhaite également régulariser par le biais d'une servitude de passage et de tréfonds, l'existence ancienne sur les parcelles cadastrées section DE n°265,266,267 d'une canalisation d'eau potable dont votre SARL est propriétaire. L'association syndicale des colotis a donné son accord.

Je vous indique enfin que la Métropole souhaite également régulariser l'élargissement de voirie qui a été réalisée sur une partie du terrain appartenant à votre SARL.

Je vous indique que tous les frais liés à ces différentes régularisations seront pris en charge par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Je vous demande donc de bien vouloir me donner votre avis sur ces propositions

Mes services restent à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire

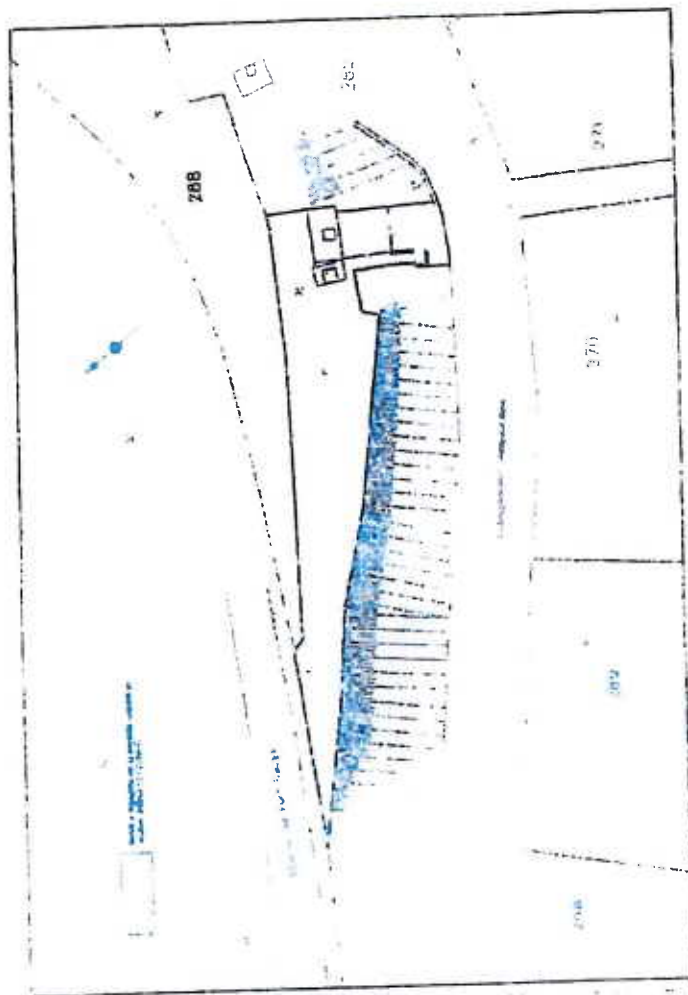
Je vous prie de croire, Maître, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



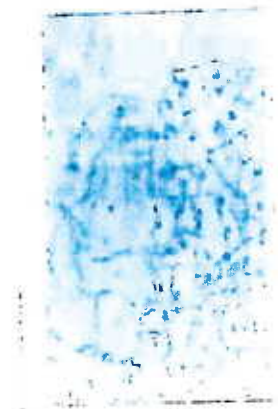
Pour le Président,
Par délégation,

Valérie PAECHT

Directeur Général des Services
Toulon Provence Méditerranée



DEPARTMENT OF THE ARMY
 OFFICE OF THE ADJUTANT GENERAL
 WASHINGTON, D. C. 20315



Sté TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
107
boulevard Henri Fabre
CS 30536
83000 TOULON FRANCE

Projet de taxe n°116573

Client : 177930 Sté TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Notaire : Gabriel ROQUEBERT, Notaire Associé membre (GR)

Clerc : GR/ARO (497)

Libellé : NOTORIETE ACQUISITIVE TPM,

Réf Dossier : 1032348 - Dossier n°1032348 VENTE ASL LA VALBOURDINE

Date Acte :

Descriptif	Base de calcul	Montant unitaire	Montant
NOTORIETE PRESCRIPTION ACQUISITIVE	32 000,00	137,00	137,00
188- REQUISITION DE PUBLICATION (PUB. FONCIERE)	1,00	18,87	18,87
194- FORMALITES FORFAITAIRES	1,00	339,58	339,58
214- COPIE ARCHIVAGE NUMERISE DES ACTES	50,00	0,19	9,50
ETAT SUR FORMALITES	1,00	12,00	12,00
ETAT HORS FORMALITES	1,00	12,00	12,00
DEBOURS PREVISIONNELS	1,00	281,00	281,00
C.S.I. FIXE (BI) 15€	1,00	15,00	15,00
ENREGISTREMENT - SPF A (25 €)	1,00	25,00	25,00

Trésors	40,00	Émoluments d'acte	137,00
Déboursé non soumis à TVA	305,00	Émoluments de formalités	367,95
		Honoraires	
		Déboursé soumis à TVA	
		Remise / Renonciation	
		Écrêtement	
		Cotisations	
		Total H.T.	504,95
		TVA 20,00 % sur 504,95	100,99
		TOTAL: (Euros)	950,94
		Acompte	0,00
		Net à payer	950,94

MANDELLI Michel

De: Antoine ROQUEBERT <antoine.roquebert@notaires.fr>
Envoyé: mardi 5 novembre 2024 18:08
À: MANDELLI Michel
Objet: VALBOURDINE

Bonsoir Monsieur MANDELLI,
Les frais de notoriété acquisitive pour la parcelle DE 266 sont estimés à 750 euros.
Bien cordialement,

Antoine ROQUEBERT
Notaire



Roquebert – Massiani
et Associés
NOTAIRES – OLLIOULES

06.26.22.78.79
Le Concorde - 40 rue de la Baume 83190 OLLIOULES
Etude fermée le mercredi après-midi

www.fidelislegi-notaires.fr

Nous suivre :



Pas le temps de passer chez votre notaire ?

Vous disposez d'une tablette ou d'un ordinateur doté d'une caméra et d'un micro ? Vous avez alors l'équipement nécessaire pour réaliser un entretien en visioconférence avec votre notaire. Simple, en toute confidentialité, grâce au lien internet sécurisé qui vous est communiqué, vous pouvez de chez vous dialoguer avec lui.



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PUBLICITÉ FONCIÈRE ET CONSERVATION CADASTRALE
DOCUMENT D'ARPENTAGE ÉTABLI EN APPLICATION DE
L'ARTICLE 25 DU DÉCRET N° 55-471 DU 30 AVRIL 1955

6493 N-SD
10/01/2021

Numéro d'ordre du document	
Date de signature du document	

préfixe	000
commune	Toulon
section	DE
quartier	

PROCÈS-VERBAL DE DÉLIMITATION (1)

Document établi pour (2) :

- | | | | |
|-------------------------------------|---|--------------------------|---|
| <input type="checkbox"/> | modifier le parcellaire cadastral selon les énonciations d'un acte à publier | <input type="checkbox"/> | lotissement |
| <input checked="" type="checkbox"/> | modifier le parcellaire cadastral selon les énonciations du présent document | <input type="checkbox"/> | expropriation |
| <input type="checkbox"/> | appliquer un plan d'arpentage ou un procès-verbal de bornage selon les indications du présent document (sans modifier les limites parcellaires figurées au plan cadastral et sans acte à publier) | <input type="checkbox"/> | aménagement foncier agricole forestier et environnemental |

DÉSIGNATION DES PARTIES

propriétaire(s) avant modification

SARL LA VALBOURDINE

propriétaire(s) après modification

SARL LA VALBOURDINE

SIGNATURE ET CACHET DE LA
PERSONNE HABILITÉE À ÉTABLIR LE DOCUMENT

Numéro d'inscription à l'ordre
des géomètres-experts

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

☐ PROCÈS-VERBAL 6493 N EXP JOINT

Numéro

DATE DE L'APPLICATION SUR PCI

DÉCRET N° 55-22 DU 4 JANVIER 1955 PORTANT RÉFORME DE LA PUBLICITÉ FONCIÈRE

Article 7 (partiel) - Tout acte ou décision judiciaire sujet à publicité dans un service chargé de la publicité foncière doit indiquer, pour chacun des immeubles qu'il concerne, la nature, la situation, la contenance et la désignation cadastrale (section, numéro de plan, lieu-dit).

DÉCRET N° 55-471 DU 30 AVRIL 1955 RELATIF À LA RÉNOVATION ET À LA CONSERVATION DU CADASTRE

Article 25 (partiel) - Tout changement de limite de propriété, notamment par suite de division, lotissement, partage, doit être constaté par un document d'arpentage établi aux frais et à la diligence des parties et remis, sous le sceau du Service du Cadastre, préalablement à la réduction de l'acte réalisant le changement de limite, pour vérification et numérotage des nouveaux livres de propriété.

L'établissement des documents d'arpentage relève de personnes agréées par le directeur général des finances publiques, dont la liste est rendue publique et consultable sur le site internet www.cadastre.gouv.fr. L'arrêté du 22 décembre 1992 relatif à l'information des consommateurs sur les prix des prestations topographiques dispose que, préalablement à l'exécution des travaux, le professionnel remet un devis au consommateur, distinguant de manière très apparente les prestations exigées par une administration ou par une collectivité publique des autres prestations effectuées au gré des clients (bornage, arpentage, etc.). Cette obligation s'applique également à la note d'honoraires. L'arrêté précise aussi l'obligation d'affichage du prix des prestations.

RÉUNIONS DE PARCELLES. - Elles interviennent à la demande ou avec l'accord des propriétaires. Les parcelles à regrouper doivent appartenir au même propriétaire, être contiguës et présenter la même situation au regard des limites cadastrales (parcelles limitrophes ou toutes parcelles au service de la publicité foncière et, en principe, non grevées de droits réels).

DIVISIONS DE PARCELLES. - Elles sont opérées à la demande des propriétaires.

APPLICATION D'UN PROCÈS-VERBAL D'ARPENTAGE OU DE BORNAGE. - Elle est effectuée à la demande des propriétaires. Elle a pour effet de mettre en concordance la contenance cadastrale avec la contenance arpentée des lots que cette opération peut être effectuée sans remettre en cause les limites figurées au plan cadastral. En cas de bornage et sous la même condition, elle provoque la représentation des bornes au plan cadastral (signe conventionnel).

DEMANDE DES PROPRIÉTAIRES

Nous soussignés SARL LA VALBOURDINE

demandeurs l'application du présent document d'arpentage selon les modalités définies en page 1.

Toulon

le 19/12/2022

Signature(s) (1)

☐ du (ou des) propriétaire(s) (2)

☒ du mandataire autorisé par le pouvoir joint (2)

SYNDIC ADAMS IMMOBILIER
SAS ADAMS IMMOBILIER
23 Boulevard François Fenelon
13200 Toulon
Contact : adams-immobilier.com
www.adams-immobilier.com
Siret : 511 007 120 00016

LE SERVICE DU CADASTRE

Après vérification (1) :

☐ accepte le présent document d'arpentage

☐ rejette le présent document d'arpentage et joint une note explicative du (ou des) motif(s) de rejet

Cachet du service

(1) Cachet le cas échéant.

(2) Préciser le nom, prénom s.v., s'il s'agit d'une personne morale, la qualité du signataire.

(1) Si le document d'arpentage est produit sous forme d'esquisse, rayer "PROCÈS-VERBAL DE DÉLIMITATION" et préciser "ESQUISSE".
(2) Cocher la case correspondante.

CHANGEMENTS CONSTATÉS, ATTRIBUTION DES NOUVEAUX NUMÉROS DE PLAN ET CALCUL DES CONTENANCES

(colonnes 5, 6, 12 à 16 réservées à l'Administration)

[illegible]

1) La personne habilitée à établir le document doit identifier chaque parcelle nouvelle, sur l'extrait de plan, par une désignation provisoire sous la forme A, B, C, ...

Commune : 083137
Toulon

Numéro d'ordre du document d'arpentage

Document vérifié et numéroté le
A
Par

Section : DE
Feuille(s) : 01
Qualité du plan : régulier <20/03/80
Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/1000
Date de l'édition : 22/02/2008

MODIFICATION DU PARCELLAIRE CADASTRAL

D'APRES UN EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL (DGFiP)

CERTIFICATION

(Art. 25 du décret n° 55 471 du 30 avril 1955)

Le présent document, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :

- A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;
B - En conformité d'un piquetage : 19.12.2022.....effectué sur le terrain ;
C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé le par M.....géomètre à.....

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la chemise 6463.

A .La.Farède.....

SAS ANS IMMOBILIER
le 19.12.2022
21 François Fénélon
03200 Toulon
ans-immobilier.com
Siret: 801 007 120 00016

Cachet du rédacteur du document :

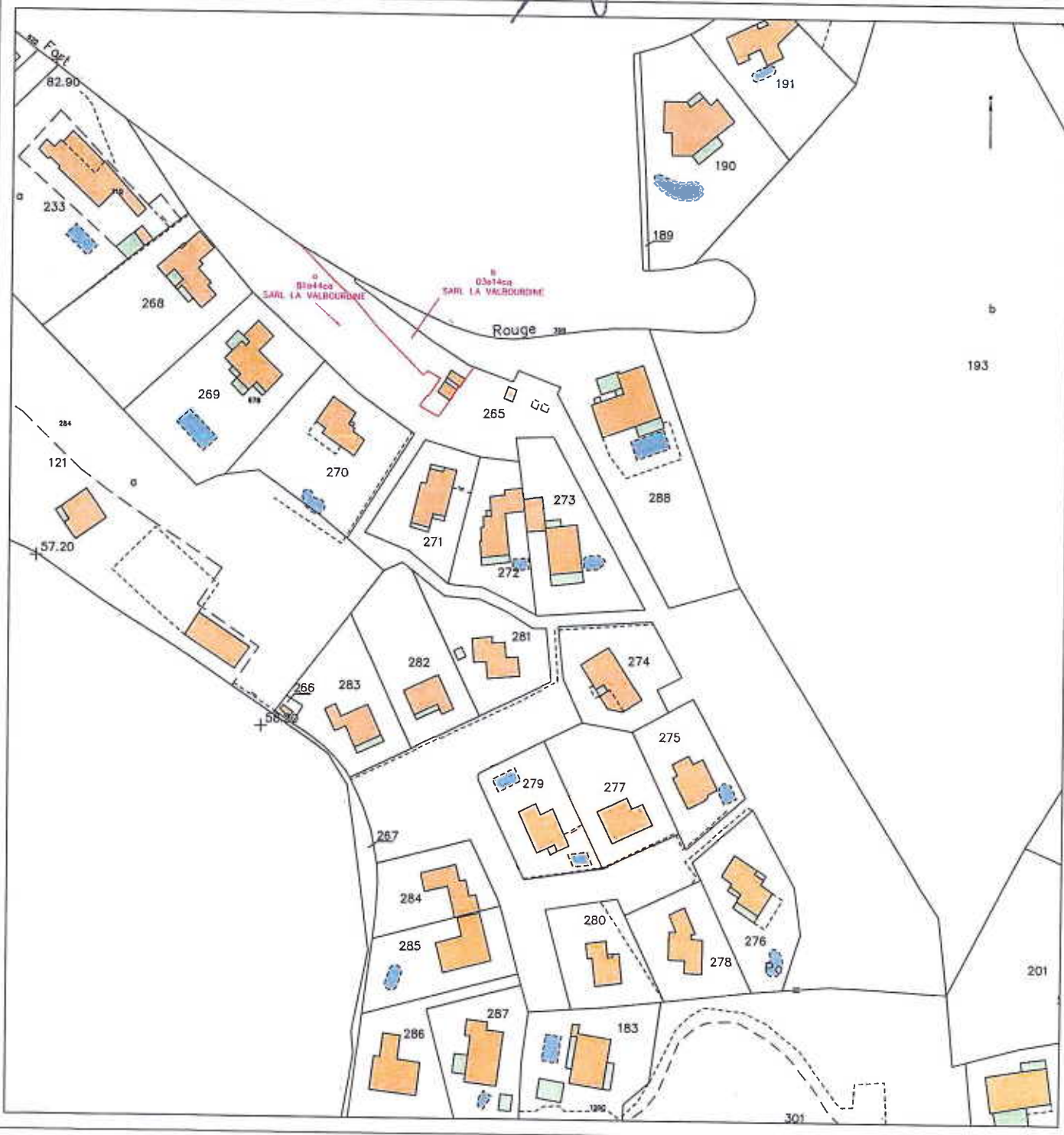
Document dressé par
Thomas GODBILLOT.....

à La Farède.....

Date 19/12/2022.....

Signature :

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par vote de mise à jour), dans la formule B les propriétaires doivent avoir fait eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien relevé du cadastre, etc.).
(3) Préciser les noms et qualités du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué représentant qualité de l'autorité exposante).



Toulon le 24 janvier 2023

Hubert FALCO
Président de Toulon Provence Méditerranée

à
SARL LA VALBOURDINE
A l'attention de M MEYER Jean-Pierre
10 Bd BARTHELEMY
13009 MARSEILLE

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Affaire suivie par :

DGA Finances et Moyens
Claude WEISSE, Directeur Général Adjoint

Contact :

Michel MANDELLI - Service Action Foncière

04.94.03.97.80

mmandelli@metropoletpm.fr

N/REF : HF/NP/CW/CH/MM/

OBJET : Acquisition de parcelles

Monsieur,

Suite à l'accord de l'association syndicale « La Valbourdine » concernant la cession d'une portion de la parcelle sise à Toulon chemin du Fort Rouge et cadastrée section DE n°265, je vous indique que la Métropole Toulon Provence Méditerranée souhaite acquérir en pleine propriété la portion de la parcelle susnommée correspondant uniquement à l'emprise de la canalisation et du local technique, ce qui correspond à la partie haute de la parcelle susnommée à proximité du talus existant.

A ce jour le transfert de propriété de cette parcelle qui correspond à de la voirie n'a pas été cédée par votre SARL à l'association syndicale des copropriétaires qui entretiennent celle-ci depuis des années. Je vous demande donc de bien vouloir me confirmer votre accord concernant la cession de cette emprise de terrain. Le prix proposé pour cette cession est l'euro symbolique(plan joint)

Je vous indique également que la Métropole souhaite également régulariser par le biais d'une servitude de passage et de tréfonds, l'existence ancienne sur les parcelles cadastrées section DE n°265,266,267 d'une canalisation d'eau potable dont votre SARL est propriétaire. L'association syndicale des colotis a donné son accord.

Je vous indique enfin que la Métropole souhaite également régulariser l'élargissement de voirie qui a été réalisée sur une partie du terrain appartenant à votre SARL.

Je vous indique que tous les frais liés à ces différentes régularisations seront pris en charge par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Je vous demande donc de bien vouloir me donner votre avis sur ces propositions.

Mes services restent à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie de croire, Maître, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Pour le Président,
Par délégation,

Valérie PAECHT

Directeur Général des Services
Toulon Provence Méditerranée

Toulon, le 1^{er} Mars 2023

Hubert FALCO
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

à
SARL LA VALBOURDINE
A l'attention de M MEYER Jean-Pierre
10 Bd BARTHELEMY
13009 MARSEILLE

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Direction Générale Adjointe des Services

Finances et Moyens

Clause WEISSE
Directeur Général Adjoint des Services

Affaire suivie par :
Direction de l'Immobilier et du Foncier
Service Action Foncière
MANDELLI Michel
mmandelli@metropoletpm.fr - 04 94 03 97 80

N/Réf: VP /CW/CH/MM/23/123

**Objet : Acquisition de parcelles
LRAR n°1A 189 157 9402 0**

Monsieur,

Par courrier en date du 24 janvier 2023 (copie jointe), la Métropole Toulon Provence Méditerranée vous avait sollicité concernant la cession d'une portion de la parcelle sise à Toulon chemin du Fort Rouge et cadastrée section DE n°265 correspondant uniquement à l'emprise de la canalisation et du local technique située sur la partie haute de la parcelle susnommée à proximité du talus existant.

Je vous précise que l'association syndicale « La Valbourdine » qui gère ce lotissement a donné son accord.

A ce jour le transfert de propriété de cette parcelle qui correspond à de la voirie n'a pas été cédée par votre SARL à l'association syndicale des copropriétaires qui entretiennent celle-ci depuis des années. Je vous demande donc de bien vouloir me confirmer votre accord concernant la cession de cette emprise de terrain. Le prix proposé pour cette cession est l'euro symbolique (plan joint)

Je vous précise également que dans ce même courrier, la Métropole souhaitait régulariser par le biais d'une servitude de passage et de tréfonds, l'existence ancienne d'une canalisation d'eau potable sur les parcelles cadastrées section DE n°265,266,267 dont votre SARL est propriétaire. L'association syndicale des colotis a donné son accord.

Je vous indique enfin que la Métropole souhaite également régulariser l'élargissement de voirie qui a été réalisé sur une partie du terrain appartenant à votre SARL

Je vous indique que tous les frais liés à ces différentes régularisations seront pris en charge par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

A ce jour je suis dans l'attente de votre avis sur ces propositions

Mes services restent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Dans l'attente de vous lire, je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.



Pour le Président,
Par délégalion,

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services
Toulon Provence Méditerranée

PROCES VERBAL

L'an Deux Mille Vingt-trois et le 16 janvier, s'est tenue, à Toulon, dans les locaux de l'agence AMANS IMMOBILIER, à 12h30, l'Assemblée Générale de l'ASL La Valbourdine afin de délibérer sur l'ordre du jour adressé dans les formes et délais légaux par le syndic en exercice.

La feuille de présence, émargée et signée démontre que 16 colotis sont présents ou représentés totalisant ensemble 16 voix.

-étaient absents : MMES ET MRS BOULLAUT- DAMBLPON-DELARBRE/MARTIN-KARLSSON-OUAHIB SOIT 5 voix

-Ont voté par correspondance :MMES ET MRS SCHAEFER , DELASSUS , SCI BARADOZ, GRILLET ,PANCHOU/ HOUDINET

-étaient présents : LUCIANI

1- Election du président de séance.

Mme COGEAN est élue présidente de séance.

- Ont voté contre : néant

- S'est abstenu :néant

- Ont voté pour :l'ensemble des colotis présents et représentés soit 16 voix

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des présents et représentés soit par 16 voix.

2- Election du scrutateur.

Mr BRUN est élu scrutateur.

- Ont voté contre : néant

- S'est abstenu :néant

- Ont voté pour :l'ensemble des colotis présents et représentés soit 16 voix

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des présents et représentés soit par 16 voix.

3- Election du secrétaire

Mr AMANS est élue secrétaire.

- Ont voté contre : néant

- S'est abstenu :néant

- Ont voté pour :l'ensemble des colotis présents et représentés soit 16 voix

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des présents et représentés soit par 16 voix.

4/ Habilitation à donner au syndic en exercice pour ratifier la cession à titre gratuit au profit de la ville d'une partie de la parcelle section DE265 (matérialisée en rouge sur le plan ci-joint pour une surface de 318 m2), actuellement propriété de l'ASL , à détacher, moyennant la pose aux frais de la métropole d'un grillage en périmétrie de la zone concernée .

Liminaire : L'association syndicale libre étant victime depuis plusieurs années de vandalisme dans sa partie haute, de par la venue de tiers qui séjournent sur le toit de l'édicule Véolia, et mettent le feu, il devient impératif de sécuriser cette zone, lourde d'entretien et complètement inutile voir dangereuse pour l'ASL.

Aussi et en accord avec les membres du bureau, l'assemblée est appelée ce jour à se prononcer sur la cession de cette partie de terrain à la condition qu'un grillage soit installé en périmétrie, aux frais exclusifs de la métropole, pour sécuriser ce bout de terrain.

Nota : Il est précisé que le grillage utilisé sera de type rigide à même le sol avec une hauteur de plus de 2m.

La fermeture sera en limite de voirie et la barrière située dans la zone sera déposée.

Le syndic s'assurera que ce ne soit pas une barrière qui soit installée car les tiers pourraient passer dessous.

Après délibération, analyse du plan, des enjeux et des conditions de l'acte, l'assemblée habilite le cabinet AMANS IMMOBILIER à signer l'acte de cession à titre gratuit de la partie matérialisée en rouge sur le plan annexé aux présentes.

Par ailleurs et afin de régulariser une situation existante depuis 1886, l'assemblée habilite le syndic pour signer la constitution d'une servitude de passage en tréfonds de la canalisation d'alimentation en eau (diamètre 600), suivant tracé existant (suivant plan joint) sur une portion de la parcelle DE 265. Nota : Tous les frais et formalités seront à la charge de la métropole.

L'assemblée fait remarquer qu'elle souhaite la réalisation de ces formalités dans le premier semestre 2023.

- Ont voté contre : néant

- S'est abstenu : néant

- Ont voté pour : l'ensemble des colotis présents et représentés soit 16 voix

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des présents et représentés soit par 16 voix.

Rappel de dispositions de l'article 42 de la Loi n°65-557 du 10 Juillet 1965 :

« Les dispositions de l'article 2224 du code civil relatives au délai de prescription et à son point de départ sont applicables aux actions personnelles relatives à la copropriété entre copropriétaires ou entre un copropriétaire et le syndicat. »

« Les actions en contestation des décisions des assemblées générales doivent, à peine de déchéance, être introduites par les copropriétaires opposants ou défaillants dans un délai de deux mois à compter de la notification du procès-verbal d'assemblée, sans ses annexes. Cette notification est réalisée par le syndic dans le délai d'un mois à compter de la tenue de l'assemblée générale. »

« Sauf urgence, l'exécution par le syndic des travaux décidés par l'assemblée générale en application des articles 25 et 26 de la présente loi est suspendue jusqu'à l'expiration du délai de deux mois mentionné au deuxième alinéa du présent article. »

« S'il est fait droit à une action contestant une décision d'assemblée générale portant modification de la répartition des charges, le tribunal judiciaire procède à la nouvelle répartition. Il en est de même en ce qui concerne les répartitions votées en application de l'article 30. »

Loi n°2014-366 du mars 2014 – art. 59 :

« Le montant de l'amende civile dont est redevable, en application de l'article 32-1 du code de procédure civile, celui qui agit en justice de manière dilatoire ou abusive est 150 euros à 3000 euros lorsque cette action a pour objet de contester une décision d'une assemblée générale concernant les travaux mentionnés au n de l'article 25 ».

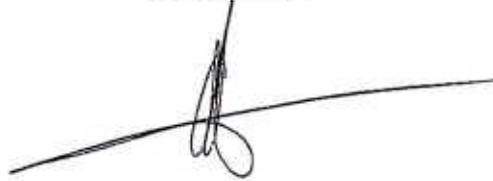
Le Président



Le Scrutateur



Le Secrétaire



Le Syndic

Sauvignat

